Projet de règlement grand-ducal

**modifiant le règlement grand-ducal modifié du 17 juillet 2000
concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs
impliquant des substances dangereuses.**

Avis du Conseil d'État

(24 juin 2014)

Par dépêche du 16 mai 2014, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.

Le texte du projet était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'une fiche d'évaluation d'impact, d'une fiche financière, d'un texte coordonné du règlement grand-ducal modifié du 17 juillet 2000 intégrant les modifications prévues par le projet de règlement grand-ducal sous avis, ainsi que du texte de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, modifiant puis abrogeant la directive 96/82/CE du Conseil.

Aucun avis des chambres professionnelles consultées n'a encore été communiqué au Conseil d'État au jour de l'adoption du présent avis.

Considérations générales

Le projet de règlement grand-ducal sous avis transpose en droit national l'article 30 de la directive 2012/18/UE précitée, en incluant à l'annexe I du règlement grand-ducal précité du 17 juillet 2000 les fiouls lourds à la liste des produits dérivés du pétrole, de sorte que les établissements où ces substances sont présentes, seront désormais tenus à prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires pour prévenir des accidents majeurs.

À l'article 31 de la directive 2012/18/UE précitée, il est demandé aux États membres de transposer l'article 30 au plus tard le 15 février 2014, tandis que les autres dispositions de la directive sont à transposer pour le 31 mai 2015 au plus tard.

Examen des articles

Préambule

Le visa relatif aux avis des chambres professionnelles consultées est, le cas échéant, à adapter pour tenir compte des avis effectivement parvenus au Gouvernement au moment où celui-ci soumettra le projet de règlement à la signature grand-ducale. Par ailleurs, il y a lieu d'écrire « Chambre de

commerce », « Chambre des métiers », « Chambre des salariés », « Chambre des fonctionnaires et employés publics » et « Chambre d'agriculture ».

Au cinquième visa, il est indiqué d'écrire :

« Sur le rapport de Notre Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, de Notre Ministre du Développement Durable et des Infrastructures et de Notre Ministre de l'Intérieur, et après délibération du Gouvernement en conseil; »

Article 1^{er}

Il y a lieu d'omettre le trait d'union après les chiffres et d'écrire « **Art. 1^{er}** ». Tous les articles qui suivent sont à revoir en conséquence.

Pour des raisons de clarté, il est proposé de reformuler le libellé de l'article de la façon suivante :

« **Art. 1^{er}**. La rubrique « Produits dérivés du pétrole » dans la partie 1 de l'annexe I du règlement grand-ducal modifié du 17 juillet 2000 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses est complétée par les termes « d) fiouls lourds ». »

Article 2

Cet article prévoit l'entrée en vigueur rétroactive de la modification visée au 15 février 2014. Vu que le règlement en projet sera publié à une date ultérieure, le Conseil d'État estime que cette manière de faire est contraire au principe de non-rétroactivité et risque dès lors d'encourir la sanction de l'article 95 de la Constitution.

En effet, les règlements et arrêtés ne peuvent disposer que pour l'avenir, et ce en vertu du principe de la non-rétroactivité des actes administratifs. Il s'ensuit qu'en principe aucune autorité réglementaire ou administrative ne peut fixer l'entrée en vigueur d'un acte à caractère réglementaire ou individuel à une date antérieure à celle respectivement de sa publication ou de sa notification.¹

Partant, l'article 2 est à omettre.

Article 3 (2 selon le Conseil d'État)

Sans observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 24 juin 2014.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Victor Gillen

¹Tribunal administratif, jugement du 29 octobre 1998, n° 10684, confirmé par l'arrêt de la Cour administrative du 25 février 1999, n° 11015C; Tribunal administratif, jugement du 29 juin 2000, n° 11525.